

DREAL Occitanie SGAR Occitanie	<b>Étude prospective SIG et services de l'État : Projet de cahier des charges</b>	Date : 27/10/16
Rédacteur : Frédéric DENTAND		Version : V2

## **1. Projet MiPyGéo : de sa création à son évolution suite à la réforme territoriale**

### **La création de MiPyGéo :**

Pour répondre aux besoins des services de l'État en Midi-Pyrénées, le projet MiPyGéo a été créé en 2012.

MipyGéo est une initiative pilotée par le SGAR dont le portage et l'animation sont confiés à la DREAL (organisation et secrétariat des diverses instances de pilotage et d'animation, administration des données et des outils communs, création et maintenance du portail internet, organisation des formations, proposition et organisation des actions d'information et communication, assistance technique aux utilisateurs, etc...). Les objectifs de MiPyGéo sont de favoriser l'usage de l'information géographique au bénéfice de l'efficacité et de la lisibilité des actions de l'État en région en :

- créant un dispositif structuré, qui permet d'instaurer et d'animer un réseau de compétence, et en développant l'usage transversal de l'information géographique dans les services de l'État
- constituant une plate-forme d'échange de données et d'accès à l'information existante, à destination des services et permettant la diffusion des données publiques en conformité avec INSPIRE,
- instaurant une animation permettant une meilleure coordination dans la production et l'utilisation des données.

MiPyGéo rassemble la quasi-totalité des services de l'État de l'ancien périmètre Midi-Pyrénées. Dans le prolongement de MiPyGéo, les DDT tiennent le rôle d'animateur des instances départementales, dans le cadre de la mission confiée par le Préfet de département.

### **L'évolution de MiPyGéo vers LRMPGéo suite à la réforme territoriale :**

La fusion des deux régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées a nécessité de faire évoluer le dispositif MiPyGéo vers LRMPGéo afin d'adapter sa gouvernance (mise en place d'un comité de pilotage plus resserré, organisation d'un comité d'animation, mise en place de groupes projets pilotés par des services partenaires), de faire évoluer la plate-forme technique existante, de prendre en compte les activités du nouveau partenaire régional SIG LR pour permettre une complémentarité entre les 2 dispositifs.

## **2. Des sujets émergents à prendre en compte et un environnement qui évolue**

### **De nombreux sujets émergents sont déjà identifiés :**

- développement de l'ouverture des données publiques SIG et leur diffusion auprès du grand public (lois numériques, loi transition énergétique pour la croissance verte) ;
- développement d'outils et de réutilisation des données pour créer de la valeur ajoutée (applications mobiles, 3D, réalité augmentée, utilisation de drones... ) ;
- apparition de pratiques innovantes notamment dans la manière d'aborder la conception, la définition, la mise en œuvre des politiques publiques territoriales comme l'implication des citoyens dans la prise de décision ;
- évolution des infrastructures de données géographiques vers des plate-formes d'accès et de diffusion d'offres de services d'informations géographiques et spatiales dédiées aux services régionaux de l'État et à ses partenaires territoriaux ;
- localisation des documents administratifs ;
- le déploiement de la fibre optique favorisant le très haut débit pour le plus grand nombre ;
- développement des usages de l'imagerie satellitaire.

### **Un environnement en évolution qui influe sur la posture de l'État :**

- la nécessité pour l'État de prendre en compte l'évolution de l'éco-système des infrastructures de données SIG dans lequel le dispositif LRMPGéo doit trouver sa place pour apporter sa plus value ;
- le projet de loi « République numérique » qui permettra plus d'ouverture des données visant ainsi à dynamiser la vie démocratique par la transparence accrue, par des innovations technologiques et économiques, et en pensant et organisant un État stratège ;
- l'organisation du Conseil Régional avec ses nouvelles compétences loi NOTRe en matière d'information géographique ;
- de manière corollaire la poursuite de la décentralisation et la baisse des moyens de l'État ;
- l'évolution de la production de données vers plus de collecte des données en provenance des territoires ;
- la nécessité pour l'administration de développer des services marchands et non-marchands faisant appel aux data-sciences ;
- de nouvelles modalités d'association du monde de l'entreprise : hackathon, barcamp, expérimentations POC (Proof of Concept), incubateur, association au réseau scientifique et technique de l'État... pour produire ces services marchands ou non-marchands ;
- une posture de l'État qui se met davantage en offre de service pour répondre aux besoins et en position d'animateur plutôt que de contrôleur ou de superviseur ;
- les missions du SGMAP.

## **3. Nécessité d'une réflexion prospective**

Il est donc essentiel pour l'État en région d'être à l'écoute des sujets émergents et des

évolutions attendues pour les prendre en compte et les anticiper. L'organisation des services de l'État en inter-ministériel au sein du dispositif MiPyGéo est unique et innovante. Elle a permis à l'administration régionale d'avoir un coup d'avance. Pour continuer à garder ce coup d'avance, il faut anticiper sur les évolutions à venir.

C'est pourquoi le comité de pilotage de LRMPGéo du 26/05/16 a validé l'opportunité de lancer une réflexion stratégique prospective sur le sujet de l'information géographique à l'aune des évolutions technologiques rapides en cours dans nos services et d'un environnement politique et organisationnel en évolution.

#### **4. Éléments de cahier des charges d'une étude prospective en matière de SIG**

L'objectif général de l'étude est de définir des orientations stratégiques à moyen et long terme. Pour cela, il convient de construire 1 ou des scénarios bâtis sur la base de ce que l'on pressent comme évolutions à venir, en déduire des enseignements (atout force faiblesse opportunité) pour positionner les services de l'État en région. Les orientations stratégiques à moyen et long terme doivent permettre au COPIL de LRMPGéo de faire évoluer le dispositif en anticipant sur les évolutions à venir.

Objectif secondaire : alimenter Projet d'Action Stratégique État en Région

Maîtrise d'ouvrage : SGAR

Acteurs associés : l'ensemble des services de l'État en région, dont les établissements publics, des représentants du monde de l'entreprise, des représentants de la société civile

Prestataire : l'IGN est prêt à accompagner les services de l'État dans cette réflexion selon des modalités qu'il reste à préciser.

Format et productions : ateliers de prospective pour d'une part construire 1 ou des scénarios et ensuite définir des orientations stratégiques par scénario comprenant des produits innovants. Ces idées de produits innovants ont vocation à être expertisées puis proprototypées au sein du laboratoire d'innovations territoriales

Échéance : fin du 1<sup>er</sup> semestre 2017

